

**Union européenne - Politique  
migratoire - Réponse de Mme  
Nathalie Loiseau, ministre chargée  
des affaires européennes, à une  
question au gouvernement à  
l'Assemblée nationale n°2**  
(Paris, 13 juin 2018)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Madame la Députée,

La France a pleinement pris la mesure du défi auquel l'Italie est confrontée depuis plusieurs années, face à des arrivées massives de migrants et de demandeurs d'asile.

Depuis l'arrivée du gouvernement français l'année dernière, nous avons fortement augmenté les relocalisations de demandeurs d'asile depuis l'Italie, au point que la France est aujourd'hui le deuxième pays européen à accueillir des demandeurs d'asile relocalisés. Aux côtés de l'Italie, nous envoyons des missions, des officiers de protection de l'OFPRA pour les aider dans l'examen de leurs demandes d'asile ; avec l'Italie, nous participons à l'opération navale Sofia pour lutter contre les trafiquants d'êtres humains et contre les trafiquants d'armes. Nous sommes également présents avec l'Italie dans l'opération Thémis pour venir en aide à leurs garde-côtes et à leurs garde-frontières. Toujours avec l'Italie, nous oeuvrons à stabiliser la situation en Libye, sans laquelle il n'y aura aucune action efficace contre les trafiquants d'êtres humains.

C'est encore avec l'Italie, avec l'Espagne, avec l'Allemagne et avec les pays de transit que le président de la République a organisé en août dernier, une rencontre pour faire en sorte que les demandeurs d'asile n'aient plus besoin de traverser la Libye et la Méditerranée, lorsqu'on est sûrs qu'ils sont en besoin immédiat de protection. Nous avons mis en place un système qui permet d'examiner les demandes d'asile depuis le Niger et le Tchad et nous nous sommes engagés à prendre 3000 demandeurs d'asile en besoin manifeste de protection./.